



Faure Gnassingbé salue la reconduction de Gilbert Houngbo à la tête du FIDA

Le chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé a adressé ses chaleureuses félicitations à Gilbert Fossoun Houngbo pour sa réélection à la tête du [Fonds international de développement agricole \(Fida\)](#).

« À ce haut cadre chevronné, je tiens à réitérer la fierté et l'honneur qu'il inspire à notre pays », a indiqué Faure Gnassingbé sur sa [page facebook](#).

Il a en outre exprimé sa disponibilité à poursuivre avec le président réélu du Fida, le « *travail remarquable* » entamé au service de l'entrepreneuriat rural au Togo et à l'échelle continentale.

C'est le 17 février dernier que [les États membres du Fida ont reconduit le togolais Gilbert Houngbo](#) à la tête de l'Institution pour un deuxième mandat, au cours de la réunion annuelle du Conseil des gouverneurs.

Il faut souligner que le FIDA est la seule institution multilatérale de développement qui s'attache exclusivement à transformer les économies rurales et leurs systèmes alimentaires.

Le FIDA a l'ambition de doubler sous la présidence de Gilbert

Houngbo, son impact d'ici 2030 et de permettre à des millions de personnes supplémentaires de se libérer de la pauvreté et de la faim.

L'objectif est de faire en sorte que 40 millions de personnes par an voient leurs revenus augmenter d'au moins 20% d'ici 2030, soit le double par rapport aux résultats obtenus par le FIDA actuellement.

David S.



Faure Gnassingbé appelle à plus de financement en faveur du FIDA

Le chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé a lancé avec ses homologues africains, un appel aux dirigeants du monde à accroître les financements en faveur du [Fonds international de développement agricole \(FIDA\)](#).

Dans [une lettre co-signée](#) avec ses homologues de l'Angola, du Bénin, du Faso, de la Côte d'Ivoire, de l'Éthiopie, de la Gambie, du Kenya, du Sénégal et de la Sierra Leone, le dirigeant togolais et ses pairs ont en effet plaidé pour un investissement accru dans les projets de développement du FIDA pour l'avènement de communautés rurales dynamiques pouvant

assurer une vie à l'abri de la pauvreté et de la faim.

« *Nous souscrivons à la vision du FIDA, celle de l'avènement de communautés rurales dynamiques, où chacun vit à l'abri de la pauvreté et de la faim* », ont écrit ces dirigeants dans des lettres adressées à leurs homologues d'Europe, d'Amérique du Nord, du Moyen-Orient, d'Asie et d'Océanie.

« *Il est aujourd'hui plus important que jamais d'investir dans le renforcement de la résilience des populations rurales pour assurer la sécurité alimentaire, protéger les moyens d'existence des populations rurales, garantir que les progrès accomplis au fil des ans ne seront pas réduits à néant et éviter que d'autres habitants des zones rurales ne basculent dans la pauvreté et la faim* », ont-ils estimé.

Dans ces courriers, les dirigeants africains insistent sur l'immense potentiel de l'agriculture africaine et démontrent qu'investir dans l'agriculture est l'un des moyens les plus efficaces de réduire la pauvreté.

Selon les statistiques du FIDA, environ 75 % des personnes les plus pauvres de la planète habitent en effet dans des zones rurales et vivent de l'agriculture et d'activités connexes.

Pour cette Institution des Nations Unies, l'engagement de ces chefs d'Etat africains montre à quel point il importe d'investir dans les zones rurales pour garantir la sécurité alimentaire, la viabilité environnementale et le développement économique à l'échelle nationale, des éléments qui ont une incidence considérable sur la stabilité et la résilience à l'échelle mondiale.

« *Le soutien que nous témoignent les chefs d'État et de gouvernement africains illustre l'impact réel du FIDA sur la vie et les moyens d'existence des populations rurales de ces pays* », a indiqué dans un communiqué de presse, Marie Haga, Vice-Présidente adjointe du FIDA responsable du Département des relations extérieures et de la gouvernance.

Pour la période 2022-2024, le FIDA vise la mise en place d'un programme de travail global de 10 milliards d'USD, en allouant plus de la moitié de ses investissements à l'Afrique.

Le Fonds estime que cette mobilisation devrait aider plus de 140 millions de petits exploitants à accroître leur production et leurs revenus en facilitant leur accès aux marchés et en renforçant leur résilience, ce qui contribuera à créer des emplois et à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition des personnes qui risquent le plus d'être laissées pour compte.

Institution financière internationale et organisme spécialisé des Nations Unies avec pour siège à Rome en Italie, le FIDA s'investit en faveur des populations rurales et œuvre pour leur autonomisation, afin de lutter contre la pauvreté, d'améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, et de renforcer la résilience.

Depuis 1978, il a octroyé 22,4 milliards d'USD sous la forme de dons et de prêts à faible taux d'intérêt dans le cadre de projets dont ont bénéficié quelques 512 millions de personnes.

Au Togo, le FIDA accompagne le gouvernement dans sa politique d'autonomisation des populations rurales à travers deux principaux instruments : le [Mécanisme incitatif de financement agricole](#) (MIFA) et le [Projet national de promotion de l'entrepreneuriat rural](#) (PNPER).

David S.



COVID-19 : le FIDA crée un fonds pour prévenir une crise alimentaire en milieu rural

40 millions d'USD, c'est l'enveloppe financière que compte consacrer le Fonds international de développement agricole (FIDA) pour aider les agriculteurs et les communautés rurales à continuer de produire et de vendre des denrées alimentaires, dans le contexte de la crise sanitaire relative à la pandémie du Coronavirus.

L'annonce a été faite ce 20 avril par l'Institution, dans un communiqué. Cette mesure vise à faire face à la menace que la pandémie de COVID-19 et le ralentissement économique qui pèsent sur les vies et les moyens d'existence des populations notamment les plus vulnérables.

La création de ce fonds s'inscrit dans un cadre de la réponse socioéconomique plus large apportée par le système des Nations Unies. Le Mécanisme assurera aux agriculteurs des pays les plus vulnérables la possibilité de disposer en temps voulu d'un accès aux intrants, aux informations, aux marchés et aux liquidités.

« Le [Mécanisme COVID-19 de relance](#) en faveur des populations rurales pauvres est un nouveau fonds multidonateurs du FIDA qui vise à atténuer les répercussions de la pandémie sur la production alimentaire, l'accès aux marchés et l'emploi en

milieu rural », explique le FIDA.

Pour compléter sa propre contribution, le FIDA espère lever au moins 200 millions d'USD supplémentaires auprès de ses États membres, de fondations et du secteur privé.

« Nous devons agir dès maintenant pour éviter que cette crise sanitaire ne devienne une crise alimentaire. Les retombées de la pandémie de COVID-19 pourraient plonger davantage encore les familles rurales dans la pauvreté, la faim et le désespoir, ce qui constituerait une véritable menace pour la prospérité et la stabilité mondiales. Il faut prendre des mesures immédiates et donner aux populations rurales les moyens de s'adapter et de se relever plus rapidement, de façon à éviter une crise humanitaire de plus grande ampleur », a déclaré le togolais Gilbert F. Hougbo, le Président du FIDA.

« Cette pandémie met à mal les progrès accomplis ces dernières années en matière de lutte contre la pauvreté. Afin d'éviter de trop ébranler les économies rurales, il est essentiel de faire en sorte que le secteur agricole, les chaînes alimentaires, les marchés et le commerce continuent de fonctionner (...) ; La plupart des populations les plus pauvres souffrent déjà des conséquences des changements climatiques et des conflits. En milieu rural, le ralentissement économique pourrait aggraver cette situation, exacerbant la faim et l'instabilité, en particulier dans les États fragiles », a-t-il ajouté.

Il faut souligner que selon le FIDA, environ 80% des personnes les plus pauvres et la majorité de celles qui souffrent d'insécurité alimentaire vivent en milieu rural. Avant la pandémie déjà souligne l'institution, plus de 820 millions de personnes ne mangeaient pas à leur faim. Dans le cadre d'une étude récente, l'Université des Nations Unies a déterminé que, dans le pire des scénarios, la pandémie pourrait faire basculer un demi-milliard de personnes supplémentaires dans la pauvreté.

La Rédaction